

Nouvelle défaite de Dollard des Ormeaux

*Un décret fera de la fête
de la Reine la « Journée
nationale des Patriotes »*

FABIEN DEGLISE
LE DEVOIR

Le jeune Adam Dollard, Sieur des Ormeaux, héros mythique de la Nouvelle-France, essuie, plusieurs siècles après sa triste mort, une nouvelle défaite. Pour cause. A compter de l'année prochaine, son seul et tragique fait d'armes ne sera plus, à l'approche du 25 mai, rappelé à la mémoire des travailleurs du Québec en mal de jours fériés, cette date étant désormais remplacée par la « Journée nationale des Patriotes ».

Ainsi en a décidé le gouvernement du Québec qui, par la voix de son premier ministre, Bernard Landry, en a fait l'annonce hier lors de la commémoration annuelle de la Bataille de Saint-Denis. Le 23 novembre 1837, dans ce petit village bordant le Richelieu, les patriotes remportaient en effet une grande victoire contre le troisième régiment de l'armée britannique conduit par le lieutenant-colonel Charles Stephen Gore.

«Ce jour férié soulignera la lutte des Patriotes de 1837-1838 pour la reconnaissance nationale de notre peuple, pour sa liberté politique et pour l'obtention d'un système de gouvernement démocratique, a précisé M. Landry. Il rappellera notamment les efforts de démocrates éclairés, de Daniel Tracy à John Neilson, d'Armury Girod à Louis-Joseph Papineau.»

DOLLARD

SUITE DE LA PAGE 1

Ce symbole, historiquement chargé, prendra place dans nos calendriers le lundi précédant immédiatement le 25 mai, comme le stipule le décret que le Conseil des ministres s'apprête à adopter cette semaine pour officialiser la chose. Jusqu'à maintenant, ce jour chômé, fête légale canadienne depuis 1845 pour célébrer la naissance de la reine Victoria, était plutôt abordé au Québec, de manière officieuse. «*aucun décret n'ayant été adopté en ce sens*», précise l'historien Gilles Laporte, sous le vocable de «Fête de Dollard», en l'honneur de ce jeune colon parti défendre la colonie française et retrouvé mort le 27 mai 1660 par Radisson, dans un fortin près de Carillon, où il a essuyé, selon l'histoire, une cuisante défaite contre une horde d'Iroquois.

Dévaluer Dollard au profit des Patriotes n'a rien d'un geste politique, a tenu à préciser hier Hubert Bolduc, attaché de presse du premier ministre: «*nous ne faisons, avec ce décret, que rendre hommage à des gens qui ont contribué à l'histoire du Québec*». Mais aussi répondre aux demandes répétées et insistantes de plusieurs historiens, orchestrées par le Club souverain de l'Estrie, qui, à l'occasion du 23 novembre, interpellent depuis près de 20 ans le gouvernement pour que Patriotes riment désormais avec journée chômée.

«*Plusieurs dates avaient été envisagées, précise M. Laporte, auteur de Fondements historiques du Québec (Chenelière-McGraw-Hill), le 23 novembre, bien sûr, mais aussi le 28 février, pour souligner la déclaration d'indépendance du Bas-Canada faite par les Patriotes en 1838 ou encore le 25 février, date de la pendaison de Thomas-Marie-Chevalier de Lorimier en 1839.*»

Entre février ou novembre, c'est le mois de mai qui, étrangement, a fait l'unanimité auprès des comités d'historiens chargés de se pencher sur la question. «*Car c'est toujours délicat de célébrer des batailles*», dit M. Laporte.

Mai marque en effet le début des assemblées des Patriotes, une vaste consultation publique menée entre le 7 mai et le 23 octobre 1837 — soit dit en passant, l'année de naissance de la reine Victoria — dans la province. Plus de 150 rencontres populaires ont été organisées aux quatre coins du Québec. «*C'était un extraordinaire mouvement démocratique, dit-il. Il était question de responsabilités civiques et d'autres idées qui semblaient tout droit sortir des livres de Voltaire. C'est donc un événement porteur de sens, qui va aussi devenir désormais un anniversaire pédagogique capable d'aider les gens à mieux comprendre la trame historique du Québec.*»

Le tout sans pertes économiques d'ailleurs. Car, en délogeant Dollard, dont la valeur historique est pour plusieurs douteuse, les Patriotes ne forcent pas la création, comme beaucoup l'auraient espéré, d'un autre jour férié. Un prolongement de la fin de semaine coûteux «*qui représente 1/200^e du PIB*», précise Hubert Bolduc, soit 1,2 milliard de dollars.